

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 23 mars 2026

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

### **English summary**

#### **Nigeria**

- [Nigeria and the United Kingdom have signed an agreement to modernise two ports in Lagos;](#)
- [EU has announced €290 investment package in Nigeria;](#)
- [Nigeria and Finland sign a MoU to accelerate digital transformation and strengthen cybersecurity.](#)

#### **Ghana**

- [Ghana seeks new operator for Damang gold mine;](#)
- [The Ministry of Finance publishes a compliance league table of state-owned enterprises;](#)
- [Bank of Ghana strengthens its cybersecurity framework;](#)
- [The Ghana Statistical Service releases a pioneering survey on the informal economy.](#)

## Nigeria :

Le Nigeria et le Royaume-Uni ont signé un accord pour la modernisation de 2 ports de Lagos ; L'UE annonce un paquet d'investissement de 290 M EUR au Nigeria ; Le Nigeria et la Finlande signent un protocole d'accord pour accélérer la transformation numérique.

## Ghana :

Le ministère des Finances publie le classement des entreprises publiques les mieux gérées ; Le Ghana cherche un nouvel opérateur pour la mine de Damang ; La Banque du Ghana renforce son cadre de cybersécurité ; Le Service statistique du Ghana affine la mesure de son économie informelle.

# Nigeria

## Le Nigeria et le Royaume-Uni ont signé un accord pour la modernisation de 2 ports de Lagos

[Dans le cadre de la visite du Président du Nigeria, Bola Tinubu, au Royaume-Uni, les deux pays ont signé un accord pour la garantie d'un prêt par l'agence de crédit-export UK Export Finance d'un montant de 990 M USD visant la modernisation des ports d'Apapa et de Tin Can à Lagos.](#)

La modernisation des ports de Lagos, couplée au lancement du guichet unique pour les exportateurs (National Single Window), doit à terme contribuer à la réduction de leur congestion, et ainsi renforcer le Nigeria comme hub portuaire en Afrique de l'Ouest.

## L'UE annonce un paquet d'investissement de 290 M EUR au Nigeria

[En marge du huitième dialogue ministériel tenu à Abuja, coprésidé par Yusuf Maitama Tuggar, ministre des Affaires étrangères du Nigeria, et Kaja Kallas, Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne, l'Union européenne a annoncé un nouveau paquet d'investissements «Team Europe» de 290 M EUR.](#)

Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway» de l'UE, ces financements seront immédiatement mobilisés via sept nouvelles opérations dans les secteurs suivants :

- La numérisation (131 M EUR), en coopération avec la BERD, en lien avec le projet BRIDGE ;
- Les chaînes de valeur agricoles (86 M EUR), avec une priorité donnée au cacao, à l'industrie laitière et à l'agriculture intelligente face au climat ;
- La santé (55M EUR), via des facilités de crédit et le développement des compétences pour la production locale ;
- La gestion des migrations (16 M EUR).

Ces projets viennent étayer l'ambition politique exprimée par l'UE et le Nigeria lors du dialogue ministériel en vue de renforcer le partenariat bilatéral.

## **Le Nigeria et la Finlande signent un protocole d'accord pour la transformation numérique**

[Le Nigeria et la Finlande ont signé un protocole d'accord \(MoU\) sur la numérisation et l'innovation, qui vise à renforcer leur collaboration dans des domaines de l'administration numérique, les technologies émergentes, les infrastructures publiques numériques, la cybersécurité, les écosystèmes d'innovation et le renforcement des capacités.](#)

Une attention particulière est accordée à la cybersécurité alors que le gouvernement prévoit de déployer au cours de l'année un nouveau cadre national de cybersécurité destiné à contenir la recrudescence des cyberattaques qui ciblent les institutions financières, les entreprises et les administrations publiques.

# **Ghana**

## **Le ministère des Finances publie le classement des entreprises publiques les mieux gérées**

[Le ministère des Finances a publié un classement des entreprises publiques, les évaluant sur le respect des normes de gestion des finances publiques.](#) Cette initiative vise à renforcer la discipline budgétaire et à améliorer la gestion des ressources publiques et s'inscrit dans l'engagement du gouvernement, formulé dans le budget 2025, d'évaluer la performance des institutions publiques, en lien avec le PFM Act de 2016 (loi n° 921). Cette démarche s'inscrit dans les réformes appuyées par le programme PFM4SD (Public Financial Management for Service Delivery) soutenu par la Banque mondiale et notamment concrétisé par le déploiement d'un système budgétaire intégré dans tous les ministères.

Ce classement révèle de fortes disparités en matière de conformité. Parmi les mieux classées figurent : l'autorité de protection de

l'environnement (EPA), le ministère des Finances, le ministère de l'Énergie et de la Transition écologique et la commission nationale du pétrole du Ghana (GNPC). À l'inverse, le fonds d'investissement des revenus miniers (MIIF), la bourse des matières premières du Ghana, le conseil national pour la paix, l'université du Ghana ou encore l'autorité fiscale du Ghana font état des moins bonnes performances.

[Le ministère des Finances a indiqué qu'il prendra des mesures fermes contre les cas de non-conformité persistants.](#) À l'occasion d'une réunion avec les entreprises publiques, le vice-ministre les a exhortées à améliorer leurs performances sous peine de dissolution.

## **Le Ghana cherche un nouvel opérateur pour la mine de Damang**

[Le ministère des Terres et des Ressources naturelles lance l'appel d'offres pour la reprise du bail et de l'exploitation de la mine de Damang.](#) En effet, le bail – qui est actuellement détenu par Abooso Goldfields Limited - arrive à expiration. La mine de Damang représente environ 5% de la production d'or du secteur (hors galamsey), ces dernières années.

Cette entreprise est détenue à 71% par le groupe sud-africain Gold Fields, qui possède également 90% de la mine de Tarkwa (plus grande mine aurifère du Ghana jusqu'en 2022).

Le Ghana, qui cherche à renforcer l'appropriation locale de son secteur minier, a rejeté la demande de renouvellement du bail de Gold Fields, qui opérait la mine depuis 30 ans, faute de réserves exploitables clairement établies et d'investissements suffisants en exploration, mettant ainsi fin à des années de prolongations automatiques. [Au terme d'un accord conclu en avril 2025](#), la société minière sud-africaine s'est vu attribuer un bail transitoire de 12 mois afin de reprendre l'exploitation à ciel ouvert et de conduire une étude de faisabilité bancaire détaillée pour prolonger la durée de vie de la mine, avant transfert de la propriété à l'État. Cette étude indique que la durée de vie de la mine pourrait être étendue à 9 ans, moyennant un apport en capitaux estimé entre 600 M USD et 1 Md USD.

[Selon des informations rapportées par Reuters, la société minière ghanéenne Engineers & Planners \(E&P\), dirigée par Ibrahim Mahama \(frère du président Mahama\), ainsi que les groupes internationaux BCM International et Vortex Resources, auraient déposé des offres de reprise.](#)

## **La Banque du Ghana renforce son cadre de cybersécurité**

[La Banque du Ghana \(BoG\) révisé son cadre réglementaire sur la cybersécurité et la sécurité de l'information \(CISD\), étendant notamment son champ d'application au-delà des banques pour inclure les fintechs et les institutions de microfinance.](#) Ce cadre

remplace la directive de 2018, jugée obsolète face aux risques actuels (attaques par rançongiciel, fuites de données à grande échelle).

La BoG renforce la gouvernance de l'IA, utilisée dans la détection des fraudes et l'évaluation du crédit. Elle conditionne également l'adoption du cloud afin de limiter l'hébergement de données financières sensibles hors du Ghana. La directive introduit aussi une approche proportionnée selon la taille et le risque des institutions, et étend les obligations de surveillance aux sociétés d'épargne et de crédit, les entreprises fintech et les autres institutions non bancaires, afin de réduire les vulnérabilités de l'écosystème financier.

## **Le Service statistique du Ghana affine la mesure de son économie informelle**

[Le Service statistique du Ghana \(GSS\) a publié des rapports supplémentaires incluant pour la première fois des statistiques nationales détaillées sur certaines formes d'activités informelles. Ces publications sont issues de la première phase de l'Enquête intégrée sur les établissements économiques 2024 \(IBES I\).](#)

Ces données permettent de mieux appréhender une composante jusqu'ici peu documentée de l'économie informelle, en captant des activités exercées en dehors des structures traditionnelles, telles que celles implantées en plein air notamment en bordure de route, sur les trottoirs, aux abords des marchés et dans les zones résidentielles.

Au total, le Ghana compte 2,64 millions d'entreprises, dont 693 748 opérant dans des espaces ouverts (26,2%) et 82 920 entreprises mobiles (3,1%). Ces entreprises, qui emploient plus de 900 000 personnes, sont principalement dirigées par des femmes (80% des travailleurs et 84% des propriétaires) et des jeunes, et jouent un rôle central dans la fourniture directe de nourriture, de biens et de services aux ménages.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[axel.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:axel.robin@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)